

### *Les crédits*

de l'Alaska et dans l'État de Washington, vont envahir leur territoire et fermer les usines canadiennes de conditionnement.

C'est un programme de développement régional dont le but est de créer quelques emplois, mais il est en voie de détruire une industrie tout entière. C'est tout à fait incompréhensible. Le programme de développement régional ne permet même pas aux travailleurs de se syndiquer et de négocier collectivement leurs salaires. Comme les salaires sont peu élevés, les sociétés étrangères que le gouvernement conservateur a invitées ici font des profits énormes dans ces régions-là et s'empressent d'aller les investir ailleurs. Quand les salaires sont plus élevés et protégés par des conventions collectives, plus d'argent reste dans la collectivité et les retombées financières de nos ressources sont réparties entre les gens de la place.

Ce qui est arrivé à l'industrie de la pêche sur la côte de la Colombie-Britannique est tout à fait catastrophique. À quoi bon les grands projets de développement régional quand le gouvernement fait tout pour détruire des industries comme les forêts et les pêches?

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Madame la Présidente, je veux d'abord féliciter le député de North Island—Powell River pour ses remarques sur la vie familiale. Nous oublions trop souvent à la Chambre de parler de questions familiales. Ses observations d'aujourd'hui sont parmi les meilleures que j'aie entendues.

Je viens d'une circonscription où 25 p. 100 des enfants appartiennent à des familles monoparentales, et les temps sont durs à présent. La situation est particulièrement difficile avec un gouvernement qui n'assume pas ses responsabilités. Mais j'ai toujours été assez chanceux avec ce ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et je voudrais poser une question très précise au député.

Ne pense-t-il pas qu'il est possible que ce centre de ressources pour femmes, dont le financement n'aurait été réduit que de 25 000 \$ selon lui, se soit vu rejeté à cause d'une bévue bureaucratique et non en raison, encore une fois, d'un manque de volonté politique?

**M. Skelly (North Island—Powell River):** Malheureusement, nous avons perdu ce centre, tout comme ceux d'Alberni et de Courtenay. J'imagine que ce sont les fonctionnaires du ministère qui ont décidé où ces réductions budgétaires seraient pratiquées. Mon collègue dit qu'il n'y a plus de centre à Penticton. C'est dans les réductions de crédits que réside le dilemme. À mon avis,

en supprimant les crédits de l'organisation nationale, le gouvernement a retiré à cette organisation toute possibilité de faire du lobbying. Ensuite, il s'agissait de supprimer les centres de ressources pour femmes. Les deux activités, bien sûr, consistaient à assurer des services, mais la prestation de ces services est si limitée étant donné le cadre législatif actuel que l'organisation devait entamer un processus de lobbying intense pour obtenir plus d'argent pour les services et pour leur budget de base et réussir à faire modifier le cadre législatif dans lequel les femmes sont reléguées.

Je pense vraiment que derrière les motifs financiers invoqués par le gouvernement se cache la crainte de l'action politique qu'engageaient les femmes. En effet, elles voulaient obtenir plus de latitude dans leur travail, afin d'obtenir plus de respect et d'égalité. Malheureusement, c'est justement pour cela qu'il faut renverser la situation.

J'ai, moi aussi, beaucoup de respect pour le ministre de la Santé et son prédécesseur. J'espère que, soucieux comme ils le sont de la santé des Canadiens, ils veilleront à ce que des programmes soient créés. Le député a mentionné que, dans sa circonscription, 25 p. 100 des enfants appartiennent à des familles monoparentales. Il y a aussi le problème de la consommation de drogues et d'alcool qui crée d'incroyables ennuis aux gens et à leurs familles. Il existe très peu de traitements ou de mesures préventives. On insiste davantage sur l'application de la loi par les forces policières, mais on n'accorde pas le même appui aux gens qui participent aux programmes de désintoxication. Il faut espérer que le ministre nous aidera davantage à obtenir ces ressources que réclament, eux aussi, les centres pour les femmes.

**Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam):** Madame la Présidente, je voudrais remercier le député d'avoir abordé, dans le cadre de ce débat, la très importante question des compressions budgétaires s'appliquant aux programmes pour les femmes. J'ai été renversée quand le député a fait remarquer que le gouvernement, qui prétend soutenir les femmes et les enfants et les protéger contre la violence, a supprimé le financement des centres pour les femmes et a mis en disponibilité des employées, non seulement de la maison d'hébergement temporaire et du centre réservé aux femmes situés à Campbell River, dans sa circonscription, mais d'autres aussi qui travaillent dans 28 des 33 centres de la Colombie-Britannique. J'ai été renversée. En effectuant ces compressions budgétaires,